



Le G8 en Italie combine l'injustice et l'injure à l'égard des populations du Sud !

Par [Renaud Vivien](#)

Mondialisation.ca, 13 juillet 2009

[CADTM](#) 13 juillet 2009

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Après avoir saboté le [sommet de l'ONU sur la crise économique et financière \(24-26 juin 2009\) initié par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU Miguel d'Escoto Brockmann](#), les dirigeants des huit pays les plus industrialisés qui forment le G8 [\[1\]](#) se sont réunis du 8 au 10 juillet à l'Aquila en Italie pour leur grand-messe annuelle. Ce club des pays riches a, une fois de plus, été à la hauteur de sa (mauvaise) réputation mais certainement pas de la crise globale qui secoue la planète. Au même moment, plus d'un millier d'altermondialistes participent au 7e Forum des peuples organisé par la CAD Mali (membre du réseau CADTM) à [Bandiagara](#) au [Mali](#).

Sans grande surprise, ce sommet du G8 n'a annoncé que des « mesurette » censées lutter contre la crise mondiale. Pour répondre à la crise alimentaire, le G8 et certains pays émergents s'engagent à verser 20 milliards de dollars sur trois ans pour lutter contre la faim dans le monde. Cette somme peut, à première vue, paraître conséquente mais elle est manifestement insuffisante vu la catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux. Un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de la faim, c'est 100 millions de plus qu'il y a un an ! Cet effort financier très médiatisé doit aussi être relativisé par rapport aux centaines de milliards de dollars que ces gouvernements n'ont pas hésité à déboursier pour sauver les banques privées. De plus, le G8 ne remet pas en cause l'idéologie libérale qui a conduit à l'éclatement des émeutes de la faim en 2008. Bien au contraire, pour combattre la crise économique, les dirigeants du G8 ont réaffirmé leur attachement au principe du libre marché et leur volonté de conclure en 2010 les négociations de Doha sur la libéralisation du commerce mondial...

Concernant le volet écologique de cette crise globale, ils ont été tout simplement incapables d'adopter des objectif chiffrés à court terme pour la réduction des émission de gaz à effet de serre. Ils n'ont, par ailleurs, annoncé aucune aide financière pour les pays du Sud, premières victimes du réchauffement climatique. Pourtant, l'ONU indique que les pays riches devraient immédiatement transférer de 50 à 75 milliards de dollars par an aux pays pauvres pour les aider à faire face aux changements climatiques [\[2\]](#), sans parler des sommes qu'il faudrait déboursier pour payer la dette écologique des pays industrialisés à l'égard du Sud...

Enfin, ce G8 s'est contenté de réaffirmer, comme l'année dernière à Hokkaido (Japon), ses vieilles promesses datant du Sommet de Gleneagles (Ecosse) de 2005 : augmenter leur aide publique au développement (APD) de 50 milliards de dollars, dont la moitié pour l'Afrique sub-saharienne, d'ici 2010. Or, on est actuellement très loin du compte puisqu'il manquait environ 30 milliards de dollars pour atteindre cet objectif en 2008. Pire l'APD stagne depuis 2005 d'après les chiffres donnés par l'OCDE et devrait même [baisser en 2009](#) ! A titre

d'exemple, la France a annoncé qu'elle ne devrait pas consacrer cette année plus de 0,39% de son PIB. Quant à l'Italie, elle a coupé de 56 % son budget pour la coopération au développement et son APD représente aujourd'hui seulement à 0,18 % de son PIB...

Ce n'est pas tout : les pays du G8 comptabilisent dans leur APD des dépenses qui ne servent qu'à gonfler artificiellement leur volume comme les allègements de dettes. Ainsi, la France qui se targue d'avoir augmenté son APD de 0,01% entre 2008 et 2009 inclut dans celle-ci le montant des annulations de dettes du Nigeria et de l'Irak.

Alors qu'une nouvelle crise de la dette du Sud est sur le point d'exploser, conséquence directe de la crise économique dont la responsabilité incombe exclusivement aux riches pays du Nord, le G8 est resté muet sur cette question. Ce silence n'est toutefois pas une mauvaise chose vu les effets d'annonce passés comme la fausse annulation totale de la dette des pays pauvres en 2005 à Gleneagles. Rappelons que cette annulation « historique » concernait [uniquement les dettes de 18 pays en développement à l'égard du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement](#). Une goutte d'eau comparée aux 1350 milliards de dollars de dette publique externe dont les créanciers du Nord continuent à réclamer le remboursement malgré la crise et leur caractère illégitime. Rappelons, en effet, qu'une large part de ces dettes a été léguée par les dictatures ou par des régimes corrompus soutenus activement par les créanciers occidentaux.

Face à cette interconnexion des crises (alimentaire, sociale, économique, écologique, migratoire, de gouvernance mondiale) qui engendre la violations des droits humains fondamentaux, il est urgent de changer radicalement de logique en mettant en place des alternatives radicales comme celles présentées lors de l'[Université du CADTM Europe](#). Puisque le G8 est incapable de répondre à ce défi, la réponse doit venir des autres pays et principalement ceux du Sud. Une première mesure indispensable est la répudiation unilatérale de toutes les dettes illégitimes. En effet, il est vain d'espérer du G8, comme le fait le président égyptien Hosni Moubarak, un [gel provisoire des dettes africaines](#). Dès lors les gouvernements des pays en développement n'ont d'autre choix que de s'attaquer au problème de la dette sans concertation avec les créanciers, en menant des audits de la dette à l'instar de l'Equateur et comme l'encourage le nouveau [rapport de l'Expert indépendant de l'ONU sur la dette externe](#). Ces audits permettront d'identifier et déclarer la nullité de toutes les dettes illégitimes. C'est un droit inaliénable de tous les Etats.

Enfin, une nouvelle architecture financière internationale avec le remplacement de la Banque mondiale et du FMI, respectueuse des droits humains et du cadre de l'ONU doit impérativement se mettre en place. Pour ce faire, l'Assemblée générale de l'ONU est la seule instance légitime réellement existante. Le G8, le G20 ou encore le G14 que veulent créer les présidents Sarkozy et Lula ne sont, en effet, que des clubs autoproclamés et manquant totalement de légitimité !

Notes

[1] Font partie du G8 : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie

[2] John Vidal, 20th February 2009. Rich nations failing to meet climate aid pledges - Guardian

Articles Par : [Renaud Vivien](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca